



---

## Archives communistes (mlm)

---

**JACQUES DUCLOS**

**Contre le gouvernement Tardieu, contre le fascisme**

**février 1934**

Les événements qui viennent de se dérouler en France illustrent de la manière la plus éclatante les thèses de la XII<sup>e</sup> Assemblée plénière de l'Internationale Communiste soulignant que *« s'accroît toujours plus l'indignation révolutionnaire des masses laborieuses et leur volonté de renverser le joug insupportable de classes exploiteuses »*.

La théorie de la France « îlot paisible » au milieu d'une mer démontée reçoit de rudes coups. Les actions à masse dans tout le pays, ont révélé la profondeur et l'acuité des contradictions dans le camp bourgeois; la profondeur et l'acuité de la crise de la démocratie française; la profondeur et l'acuité de la lutte des classes.

La riposte du prolétariat français contre l'offensive de la réaction fasciste montre combien est grande la colère accumulée dans les masses au cours des dernières années.

Des millions d'ouvriers sont dans la misère. Les salaires sont rognés, avec le concours des leaders social-fascistes. Il y a en France quatre millions et demi de chômeurs complets et partiels.

D'importantes couches de la petite-bourgeoisie urbaine : petits fonctionnaires, travailleurs intellectuels, commerçants, sont près de la ruine. Les campagnes gémissent sous le poids de la crise, de la chute des prix, des spéculations d'intermédiaires, des impôts. Tout cela a créé une atmosphère d'effervescence et de mécontentement révolutionnaire.

En outre la situation extérieure est pleine de complications pour l'impérialisme français. Sous les coups des contradictions impérialistes le traité de Versailles, instrument de la puissance de la France, est fortement secoué.

Avec chaque jour davantage d'acuité, se pose le problème de la guerre impérialiste.

Les six gouvernements radicaux qui se sont succédé depuis mai 1932 ne faisaient que louvoyer, ajourner les questions, manoeuvrer pour se maintenir.

Il s'agissait pour eux de concilier les injonctions de l'oligarchie financière, dont ils n'étaient que les agents, avec la pression croissante de masses de leurs électeurs, petits bourgeois, paysans, ouvriers qui exigeaient la réalisation de leurs promesses électorales, qui s'opposaient à toute tentative de réduction des traitements des fonctionnaires, préface à une nouvelle offensive contre les salaires, à toute tentative d'augmenter les impôts qui pèseraient sur eux - point essentiel du programme capitaliste de solution de la crise.

La grève de 25.000 chauffeurs de taxis de Paris contre une nouvelle taxe votée par le Parlement, après les grèves de Citroën, de Strasbourg, des bateliers, des manifestations de rues des fonctionnaires, montre la vigueur de la réaction des masses.

Incapables de résoudre les problèmes qui se posent devant la bourgeoisie de ce pays, les gouvernements radicaux ne faisaient qu'aggraver la crise, ce qui accentuait le mécontentement d'en bas et la réaction des ouvriers sous la direction de leur parti communiste.

Les cercles dirigeants capitalistes représentés par les partis directs du capital financier, avec Tardieu, passaient à l'organisation des forces fascistes qui auraient maté les ouvriers au moment où les partis parlementaires s'avéreraient complètement compromis et inaptes pour la réalisation du programme capitaliste.

Le scandale Stavisky qui a éclaté au début de l'année a accéléré les événements. Ce scandale qui a montré une corruption inouïe de tout le régime politique du pays, qui a montré la vénalité de la magistrature, du gouvernement, de la police, des députés, était pour les masses comme le symbole de la pourriture du régime responsable de leurs misères.

Stavisky, cet escroc ordinaire, condamné plusieurs fois pour des délits de droit commun, avait des complicités dans des sphères si haut placées que la police craignant ses indiscrétions a préféré l'éliminer en l'assassinant.

Le gouvernement Chautemps, dont au moins trois ministres étaient compromis dans l'affaire, dont le ministre de la Justice, Reynaldy, mêlé à un autre scandale, faisait tout pour escamoter l'affaire, pour empêcher l'éclaircissement des responsabilités.

La droite a jugé le moment opportun pour livrer l'assaut au gouvernement avec sa majorité de « gauche » qui le soutenait.

Sous la direction de Tardieu, escroc cynique, mêlé à plusieurs scandales des plus vils, dont celui d'Oustric est le dernier en date, de Flandin, avocat véreux, mêlé à l'affaire de l'Aéropostale, qui a volé des centaines de millions, et d'autres politiciens corrompus du même acabit, la droite a déclenché dans le pays une campagne contre le gouvernement des voleurs, exigeant sa démission immédiate.

Mais à côté de cette campagne, les chefs de la droite ont mis en jeu des organisations fascistes formées depuis longtemps à Paris qui se développaient sous la protection du gouvernement, sous la haute surveillance de Chiappe, préfet de police depuis 1927, nommé à ce poste par le ministre radical de l'Intérieur de Poincaré, Albert Sarraut (il détient actuellement le même poste) .

Chiappe, lié à Gorgoulov, protecteur des monarchistes espagnols, protecteur de Stavisky, ami intime depuis quarante ans, comme il l'avoue lui-même, de l'escroc Dubarry, directeur de *la Volonté*, un des agents principaux de Stavisky, a transformé la police de Paris en garde prétorienne qui lui est complètement dévouée et qu'il employait avec une brutalité sans exemple pour la lutte contre le communisme.

Par contre, la police de Chiappe avait toujours une attitude des plus bienveillantes envers les manifestants fascistes.

Le jeu de Tardieu et de Chiappe fut favorisé par toute la politique de la social-démocratie.

Par son soutien des gouvernements radicaux, « moindre mal » par rapport au gouvernement de l'Union nationale, par son sabotage de

l'action antifasciste prolétarienne, dont le congrès de Pleyel, en 1933, fut l'expression, par son refus du front unique, de la lutte commune contre le fascisme français et étranger, la social-démocratie a frayé le chemin à Tardieu, a affaibli les forces ouvrières.

C'est elle qui porte toutes les responsabilités principales du retour de Tardieu au pouvoir.

Les néo-socialistes développent logiquement la politique de la S.F.I.O. en présentant le gouvernement Tardieu-Doumergue-Herriot comme un « moindre mal » par rapport à celui de Tardieu tout pur, tout comme la social-démocratie allemande édifiait ses théories sur la nécessité d'appuyer la combinaison Hindenburg-Papen contre Hitler flanqué de Hindenburg-Papen, alors que l'une préparait l'autre.

La S.F.I.O. et la C.G.T. appliquent, en réalité, la même politique que leurs frères néos, en prêchant le calme et la dignité en face du gouvernement d'union nationale « protecteur des libertés démocratiques » devant le fascisme.

Le renvoi par Daladier de Chiappe, compromis dans l'affaire Stavisky, a été le prétexte d'un déchaînement des organisations fascistes qui adoptaient le mot d'ordre de sa réintégration, et, aux cris de « A bas les voleurs ! », ces organisations ont essayé d'entraîner un courant de masse.

La bourgeoisie a voulu pousser une offensive en vue de créer pour sa politique de préparation du fascisme une base parmi les éléments des couches moyennes, profondément inquiètes, en raison de leur situation.

*« Le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de*

*masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et notamment aux éléments déclassés des grandes villes et tente de pénétrer également au sein de la classe ouvrière ».*  
(Thèses du XIII<sup>e</sup> Plénum.)

C'est dans ces conditions que fut organisé, le 6 février, le putsch fasciste où se voit la main de la provocation.

La silhouette du Tardieu de Gorgoulov se profile derrière ces événements sanglants en compagnie de celle de Chiappe.

Les manifestations fascistes du 6 février ont provoqué une riposte immédiate de la part du prolétariat.

A l'appel du Parti communiste, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat français s'est mise à la tête du formidable mouvement des masses contre la dictature de la bourgeoisie.

Tardieu, qui a réussi à grimper au pouvoir, à la faveur du putsch du 6 février, semble avoir remporté la première manche. « L'émeute de droite a réussi » - jubile Kérillis (*Echo de Paris* du 13 février).

Or, cette « victoire » de Tardieu peut bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus. Ces messieurs comptent sans la résistance acharnée et la lutte héroïque de la classe ouvrière, sous la direction du Parti communiste.

Avec un héroïsme magnifique, au premier appel du Parti communiste les ouvriers de Paris se sont levés.

Déjà le 6 février 25.000 ouvriers ont tenu seuls contre tous tête aux

fascistes, aux flics, aux gardes mobiles.

Le 7 ils avaient déjà l'initiative dans de nombreuses manifestations à Paris et en province. Le 9 février les ouvriers de Paris tenaient seuls le pavé dans la lutte vigoureuse de 5 heures contre la police.

La grève générale du 12 février constitue une étape de la plus haute importance dans la contre-offensive ouvrière, sous la direction communiste, qui se pose comme but de chasser le gouvernement de fusilleurs et d'écraser dans le germe l'hydre fasciste.

Dans les rues et les places des villes françaises sont face à face, non pas trois forces, comme le prétendent les social-fascistes (fascistes, appareil d'Etat et ouvriers), mais deux camps, deux classes : d'un côté la bourgeoisie qui se fascise, la police et la gendarmerie, de l'autre le prolétariat français qui se lève pour repousser l'offensive de la réaction fasciste.

Notre lutte antifasciste ne signifie point la défense de la démocratie bourgeoise, qui prépare le lit du fascisme et utilise des procédés de plus en plus violents de domination contre la classe ouvrière.

Le Parti socialiste qui a saboté le front unique d'action et boycotté les comités de lutte contre la guerre et le fascisme, qui a fait croire à la classe ouvrière qu'elle peut avoir confiance dans les bourgeois de gauche aujourd'hui associés à Tardieu, dans un gouvernement de préparation au fascisme, parle de « défendre la République ».

La manifestation de Vincennes avait cet objectif d'après les plans du Parti S.F.I.O., mais la participation des communistes en a changé le caractère.

Les cris mille fois répétés de « *Chiappe en prison* » et de « *Les Soviets - Les Soviets partout* » donnaient à la démonstration son sens de classe.

Antifascistes nous sommes. Nous sommes le parti que peut mobiliser les masses pour la lutte contre le fascisme, et quand aujourd'hui le Parti socialiste prend un masque « antifasciste » pour mieux tromper les ouvriers, nous avons le devoir de préciser que la politique social-démocrate du moindre mal, d'affaiblissement du front de classe du prolétariat et de capitulation devant la bourgeoisie, aide le développement du fascisme.

Les ouvriers d'Autriche qui, dans leur immense majorité sont restés sous l'influence de la social-démocratie gauche des austro-marxistes, font aujourd'hui la cruelle expérience de la défaite. Ils avaient réalisé l'unité au sein du Parti socialiste qui, de recul en recul, les a conduits à une impasse et à la défaite.

Le Parti socialiste autrichien, comme le Parti S.F.I.O., a soutenu lui aussi jusqu'au bout la République, pour arriver au tragique dénouement d'aujourd'hui. Il a soutenu Dollfuss qui aujourd'hui mitraille les prolétaires autrichiens.

Et c'est pourquoi chaque communiste doit comprendre que : « *la dictature fasciste n'est nullement une étape inévitable de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays. La possibilité de l'éviter dépend des forces du prolétariat en lutte, forces paralysées principalement par l'influence dissolvante de la social-démocratie* » (Thèses du XIII<sup>e</sup> Plénum.)

Cela signifie que seulement par une lutte vigoureuse contre le

fascisme nous pouvons entraîner et convaincre les ouvriers socialistes, aussi faut-il combattre toute manifestation de passivité opportuniste dont nous avons encore trop d'exemples en dépit du sérieux des événements.

Entrer résolument dans l'action, réaliser le front unique pour la lutte, voilà ce qui doit guider nos organisations dans leur activité, mais le front unique ne peut à aucun moment servir de prétexte à la dissimulation aux yeux de la classe ouvrière de la politique de la social-démocratie et de ses conséquences néfastes pour le prolétariat.

Jamais le front unique ne peut signifier le silence sur la politique qui conduit le prolétariat à la défaite.

En luttant avec les ouvriers socialistes, en prenant la tête des batailles contre la bourgeoisie, nous devons sans cesse avoir pour objectif de montrer et faire comprendre à ces ouvriers que seule notre politique est une politique de classe.

Nous ne devons pas céder aux propos de certains qui, lorsque nous établissons les responsabilités de la social-démocratie, nous accusent de briser le front unique.

Une telle opinion ne peut avoir pour racine politique qu'une appréciation fautive du rôle de la social-démocratie et un manque de confiance dans notre Parti.

Nous avons entendu déjà maintes fois porter contre nous l'accusation « de diviseurs de la classe ouvrière ». Cette accusation hypocrite sera d'autant plus reprise que devant le grand courant de masse le Parti socialiste ruse et manoeuvre.

Ceux qui brisent l'unité d'action, ceux qui l'empêchent, ce sont ceux qui entraînent une partie du prolétariat sur un terrain de collaboration avec la bourgeoisie, trahissant ainsi ses véritables intérêts.

Quant à nous, luttant résolument pour réaliser partout à la base le Front unique d'action contre la bourgeoisie, nous ne pouvons que démasquer impitoyablement la politique de soutien de la bourgeoisie menée par le Parti socialiste et il faut démasquer cette politique avec d'autant plus d'acharnement qu'elle prend les apparences d'une prétendue opposition et d'une soi-disant lutte contre le fascisme.

Solidement armés pour développer et appliquer la politique de notre Parti, les communistes doivent dans le grand mouvement de masse antifasciste qui déferle à travers tout le pays, mettre tout en oeuvre pour organiser les forces ouvrières et les préparer à de plus vastes combats.

La grève générale de 24 heures dans laquelle certains voulaient voir une combinaison, sans tenir compte du mouvement de masse, les démonstrations puissantes de Paris et de province témoignent d'un profond ébranlement des masses dont le Parti communiste doit prendre la tête; mais cela ne peut qu'inciter la bourgeoisie à décupler ses efforts.

C'est pourquoi l'organisation de ce vaste mouvement de masse est une des tâches décisives du mouvement.

Il s'agit maintenant de créer des comités de front unique d'action dans les entreprises, de consolider ceux qui ont déjà été constitués, de ne pas les laisser mourir lentement.

L'entreprise est encore le point faible du mouvement. Les efforts

doivent être multipliés pour y développer le travail.

Jamais une nécessité aussi impérieuse n'a existé pour créer partout des comités antifascistes et rassembler des travailleurs qui ont lutté ensemble pour la grève générale, qui ont manifesté ensemble.

Les communistes à travers tout le pays doivent oeuvrer pour la création de puissants comités de masse contre le fascisme et la guerre. Ils doivent être au premier rang de la lutte pour préparer un vaste rassemblement national de lutte contre la guerre et le fascisme.

Durant cette dernière période, l'influence de notre Parti s'est considérablement accrue, mais son état d'organisation est sensiblement resté le même.

Or, il peut et il doit s'améliorer. Dans le mouvement de masse, il faut absolument recruter pour le Parti, pour les jeunes et travailler à réaliser le mot d'ordre de création d'une cellule des J.C. à côté de chaque cellule d'entreprise du Parti.

Les communistes doivent considérer comme un devoir impérieux de traduire en effectifs nouveaux l'influence très grande de la C.G.T.U. sur la classe ouvrière.

Tout ceci revient à dire que le renforcement du Parti et des organisations révolutionnaires est étroitement rattaché au travail du Parti dans le mouvement de masse que nous voulons développer, pousser plus en avant et l'entraîner à la lutte.

Alors que l'action antifasciste prend dans les cerveaux ouvriers une si grande place et à juste titre, il est absolument indispensable de répondre à un besoin de la classe ouvrière en créant des groupes

d'autodéfense de masse.

Durant les derniers jours, des improvisations dans ce domaine se sont produites qui soulignent la nécessité d'organiser et de coordonner les efforts dispersés.

Sans doute la lutte contre l'idéologie fasciste est extrêmement importante et il faut la mener, mais cela ne suffit pas.

Nous ne voulons pas non plus « battre chaque fasciste où on le trouve », nous ne préconisons pas de terreur individuelle qui couvre la passivité et l'abandon du travail de masse, mais nous appelons les prolétaires à créer des groupes d'autodéfense de masse qui peuvent et doivent jouer un rôle important dans les luttes prochaines.

Est-il possible par exemple avec un peu d'organisation de chasser la presse fasciste des quartiers ouvriers, d'en chasser les vendeurs ? Oui.

De même il est possible par l'action de masse à la base de nettoyer les murs des quartiers ouvriers de toutes les affiches fascistes et il est évident que, si besoin est, la classe ouvrière doit se défendre contre toute agression fasciste encadrée par ses groupes d'autodéfense et partant plus forte.

La classe ouvrière fait preuve d'une grande combativité; elle a manifesté, elle a fait grève pendant 24 heures. Un tel mouvement poursuivi est de nature à arracher des revendications, à faire reculer la bourgeoisie.

A travers les actions de masse partielles pour des revendications politiques et économiques nous devons préparer une grève politique de masse avec des buts précis :

Chasser le gouvernement d'Union nationale Tardieu-Laval-Herriot, fusilleur des prolétaires, qui prépare le fascisme.

Dissolution des ligues fascistes, arrestation de leurs chefs, arrestation du provocateur Tardieu et de son agent, Chiappe.

En portant des coups rudes à la bourgeoisie, on pourrait la faire céder. La classe ouvrière prend conscience de sa force, nous devons l'aider à mieux voir encore ce qu'est sa puissance.

Maintenant, dans la bataille à mener, les coups les plus durs doivent être portés contre le gouvernement d'Union nationale auquel la social-démocratie a frayé le chemin.

Le Parti communiste est le seul à lutter contre ce gouvernement qui prépare le renforcement de l'offensive capitaliste, le fascisme et la guerre.

Il mène cette lutte avec la ferme volonté de mobiliser les masses pour l'action, de gagner les ouvriers socialistes et de combattre pour l'application de la ligne politique de l'Internationale communiste et du Parti, gage de la lutte victorieuse sur la bourgeoisie.